

Présidentielles en Géorgie : bras de fer entre pouvoir et opposition

Terrae cognitae, le bulletin d'information et d'analyse du Service d'Étude de l'Espace postsoviétique et des mondes slaves (SEPSOMS) de la Faculté de Traduction et d'Interprétation de l'Université de Mons

Numéro 6, le 15 décembre 2024

Autrice & éditrice : Anne Delizée

Selon le parti au pouvoir *Rêve géorgien*, les élections présidentielles se sont tenues ce 14 décembre 2024. Selon l'opposition, il ne s'est strictement rien passé ce jour-là. Cette épreuve de force est le dernier événement en date reflétant l'extrême polarisation politique du pays (pour un rappel de l'escalade, voir *Terrae cognitae* N° 5). Pourquoi cette crise constitutionnelle ? Qui est Mikhaïl Kavelachvili, promu unilatéralement au poste de président ? Quelles sont les réactions dans les deux camps ? Quelle issue envisager ?

Cette année et pour la première fois dans l'histoire de la Géorgie, le ou la Président·e doit être élu·e au scrutin indirect, via un Collège électoral de 300 membres. À la suite des amendements constitutionnels de 2017, le suffrage universel direct a en effet été abrogé pour les présidentielles. Il s'agit d'un pas supplémentaire vers un système parlementaire dans lequel les prérogatives du Premier ministre et du Parlement sont élargies et le rôle du ou de la Président·e devient essentiellement protocolaire. Si cette décision est justifiée par la volonté de renforcer la démocratie parlementaire, la sonnette d'alarme a été tirée par l'opposition et les analystes indépendant·es dès 2017 : en cas de domination d'un seul parti aux niveaux fédéral et régional, le ou la Président·e issu·e de cette majorité perdrait la possibilité d'être un arbitre neutre entre les institutions de l'État et de nommer des juges indépendant·es à la Cour constitutionnelle, ce qui affaiblirait le principe de séparation des pouvoirs (Commission de Venise 2017 : 12 ; Goletiani 2018). Et c'est précisément ce scénario qui se produit actuellement, dans un paysage politique dominé par *Rêve géorgien*.

Ce 14 décembre, le Collège électoral acquis à *Rêve géorgien* a procédé à l'élection de Mikhaïl Kavelachvili, le poulain – la marionnette, dira l'opposition – de l'oligarque Bidzina Ivanichvili, fondateur et président d'honneur du parti. Cet ancien attaquant de Manchester City, raillé pour son absence de diplôme du supérieur, est député dans les rangs de *Rêve géorgien* depuis 2016. Kavelachvili est un choix stratégique pour ce parti, qui essaie de fédérer une bonne part de la population autour de son Président en tablant sur la ferveur footballistique des Géorgien·nes, surtout après les exploits de leur équipe nationale à l'Euro 2024. Souverainiste, conservateur, eurosceptique et farouchement anti-américain, il est connu pour ses flirts avec les idées d'extrême droite et pour ses discours émaillés d'injures à l'encontre de la communauté LGBTQIA+ et des détracteurs du gouvernement. Il accuse régulièrement l'Occident de créer une « agentocratie » en Géorgie afin d'y promouvoir ses intérêts. Kavelachvili ne semble donc pas incarner la personne qui, en tant que chef d'État, reste au-dessus de la mêlée et joue le rôle d'arbitre indépendant entre les branches du pouvoir.

Au-delà du dévoiement de la fonction présidentielle, l'opposition remet en question la tenue même des élections. En effet, selon la Constitution, celles-ci doivent avoir lieu dans les 45 jours après la première session du Parlement nouvellement élu, et cette première session doit être convoquée par le ou la Président·e. Or, l'opposition ne reconnaît pas la légitimité d'un Parlement mis en place après un scrutin qu'elle considère comme volé, et la Présidente Salomé Zourabichvili – ralliée à l'opposition – n'a pas signé le décret de convocation. L'opposition n'a donc pas avancé de candidat·e aux présidentielles. Kavelachvili était le seul cheval en lice... et rien n'empêche un cheval de devenir consul, raille l'opposition en comparant Ivanichvili à un Caligula imposant sa volonté impériale aux institutions républicaines. Pour le camp pro-européen, son élection unilatérale exprime le mépris de *Rêve géorgien* envers la loi, la fonction présidentielle et l'opinion d'une bonne partie de sa population. À Tbilissi et dans une trentaine d'autres villes, les rues ne désemplissent pas de protestataires qui jouent au ballon, s'époumonent dans des sifflets, brandissent des cartes rouges et arborent leurs diplômes pour tourner Kavelachvili en dérision.

Rêve géorgien riposte par la voix du Premier ministre Irakli Kobakhidze, qui déclarait ce 14 décembre que le gouvernement avait pour mission nationale de mettre un terme au fascisme libéral, disséminé en Géorgie par certains partis politiques et ONG (Civil.ge 2024). L'argument de la lutte contre le « fascisme », notion largement décontextualisée, est donc brandi à la fois par le Kremlin par rapport à l'Ukraine, et par *Rêve géorgien* par rapport à la situation politique en Géorgie. Si Moscou l'utilise pour asseoir sa domination dans la région, Tbilissi l'invoque pour consolider son pouvoir à l'intérieur du pays. Dans les deux cas, cette stratégie ne fait qu'aggraver les fractures nationales et internationales.

Le 29 décembre aura lieu l'investiture du Président Kavelachvili et Salomé Zourabichvili devra quitter la résidence officielle du chef d'État, martèle *Rêve géorgien*. Celle-ci a cependant d'ores et déjà affirmé qu'en tant que dernière institution légitime en Géorgie, elle ne sortira du Palais d'Avlabari qu'après la tenue de nouvelles législatives. La fin de l'année promet donc un énième bras de fer. Dans ce contexte de crise constitutionnelle aiguë, Mikheïl Kavelachvili ne peut être considéré que comme un président désigné, et non un président élu. Échapper à cette escalade de violences et à la dérive autoritaire n'est possible qu'en acceptant le dialogue politique. Même si celui-ci paraît peu probable dans le climat qui règne actuellement parmi les acteurs nationaux, tablons sur leur prise de conscience rapide de la nécessité d'un compromis, soutenus éventuellement par une médiation internationale. L'avenir de plus de 3 millions et demi de Géorgien·nes en dépend.

Civil.ge. (14/12/2024). Kobakhidze : « We Have National Mission to End Liberal Fascism, Opposition Parties ». *Civil Georgia*.
Commission de Venise (19/06/2017). *Georgia. Opinion on the Draft Revised Constitution*. 111^e Session plénière, Strasbourg.
Opinion 876/2017.
Goletiani, K. (2018, September 10). The last president elected by people? A review of the 2018 presidential elections. *Georgian Institute of Politics - GIP*.